



En ce 1er mai 2024, nos pensées solidaires vont d'abord **aux travailleurs palestiniens et travailleuses palestiniennes de Gaza.**

Aux travailleurs du secteur de la santé, médecins, infirmières et infirmiers, secouristes, qui continuent d'accomplir leur mission sous la menace de l'armée israélienne et alors qu'ils, elles manquent de tout, à celles et ceux qui ont été tués, de manière indiscriminée ou dans des opérations qui les ont délibérément ciblé·es, à celles et ceux qui ont été enlevé·es par l'armée israélienne et emmené·es dans des centres de torture.

Aux travailleurs du secteur de l'éducation, les professeurs des universités qui ont été toutes détruites, celles et ceux qui ont été délibérément assassiné·es avec leur famille, et toutes celles et ceux qui voient avec désolation les écoles détruites et les enfants assassinés, orphelins ou marqués à vie par l'horreur, dans cette société palestinienne qui croit tant à l'éducation.

Aux travailleurs de la presse, les journalistes et les photographes systématiquement ciblé·es par l'armée israélienne, alors que celle-ci interdit dans le même temps l'accès de la Bande de Gaza aux journalistes de la presse internationale.

A tous les travailleurs de l'agriculture et de la pêche, privés de toute ressource et dont les infrastructures et outils de travail ont été systématiquement détruits.

La situation est tragique aussi pour les travailleurs et travailleuses de la Cisjordanie occupée et colonisée, où les activités économiques sont au point mort du fait du blocage des voies de communication par l'armée d'occupation, et où les attaques conjuguées de l'armée et des colons ont fait plus de 490 morts depuis le 7 octobre. Savons-nous qu'en Cisjordanie aussi, l'enseignement est presque totalement bloqué ?

Les Palestiniens et Palestiniennes d'Israël, quant à eux et elles, voient leur activité menacée par de multiples mesures d'intimidation. Beaucoup sont contraint·es de rester chez eux, chez elles, face à l'intensité des menaces qui les visent, d'autres sont licencié·es pour délit d'opinion dès lors qu'ils ou elles n'adhèrent pas à la politique israélienne actuelle.

L'Association France Palestine Solidarité dénonce cette guerre contre tout un peuple qui prolonge une politique de dépossession du peuple palestinien à l'œuvre depuis des dizaines d'années. Nous avons toujours dénoncé sans ambiguïté l'ensemble des crimes de guerre commis depuis le 7 octobre.

Nous demandons que cessent les atteintes indignes à la liberté d'expression qui font honte à notre pays, les interdictions de manifestations de solidarité et les intimidations et condamnations d'élus et de militant·e·s syndicales.

Nous rappelons notre exigence d'un cessez-le-feu immédiat et durable et de l'entrée sans restriction de l'aide humanitaire dans la Bande de Gaza.

Nous demandons des sanctions contre l'État d'Israël et l'embargo total sur les armes qui lui sont livrées. Nous demandons l'application de l'ensemble des résolutions de l'ONU.

Contact : afpsnantes@wanadoo.fr
FB AFPS44 : <https://www.facebook.com/AFPS44/> Site : <https://afps44.france-palestine.org/>
Instagram : [afps.44](https://www.instagram.com/afps.44)
En savoir plus : <https://plateforme-palestine.org/> et <https://www.france-palestine.org/>
Édité le 30 avril 2024 Ne pas jeter sur la voie publique